





à l'heure qui l'interroge, ne manque pas de justesse : l'attitude de l'homme exprime assez bien la surprise ; mais ces figures n'ont aucune façon le caractère bellinien ; elles sont d'un sentiment si vulgaire, du moins très-bourgeois. Si l'on a pas de la surprise, on a fait au-dessus et en dessous, on ne peut pas non plus pour les parties essentielles de l'œuvre de sculpture pour un certain degré d'excellence. Le caractère, le style, un sentiment distingué de la forme, voilà ce qu'il faut dans une œuvre de ce genre et ce qui n'existe pas dans la sculpture de M. de la Roche. Vous attendez mieux de cet artiste après le brillant concours où il obtint son prix.

M. Naert, lauréat du grand concours d'architecture de 1866, au lieu d'enlever, comme c'est l'habitude, une restauration de monument, a fait un grand plan pour la construction d'une galerie d'exposition, d'une salle de concerts populaires et d'une école de musique sur les terrains occupés par le Palais-Ducal, par le jardin et par les écuries. C'est un vaste projet qui n'a guère de chances de passer de la théorie à l'exécution : d'abord parce qu'il suppose la destruction préalable du Palais-Ducal ; en second lieu parce que l'emplacement du Palais national de la justice est déjà pris par la construction de l'édifice destiné aux expositions triennales ; enfin parce que la salle des concerts populaires paraît être d'un luxe qui entraînerait de très grandes dépenses. Ce que M. Naert appelle l'école de musique, c'est sans doute la Conservatoire ; or, on est précisément occupé, en ce moment, à reconstruire une partie des bâtiments où il aura une installation parfaite. Du reste, il n'est pas vraisemblable que M. Naert fonde le moindre espoir sur la réalisation de ses plans, il s'agit d'un projet qui n'a pas plus visé l'économie que le projet est purement un essai de virtuosité monumentale et l'on doit reconnaître que ses dessins sont d'un aspect très-pittoresque.

La Revue des Deux-Mondes publie, dans sa livraison du 15 juillet, un intéressant article de M. J. Layral, capitaine de vaisseau, sur des épisodes des moins connus de la dernière guerre : *Les opérations maritimes dans la Baltique et dans la mer du Nord*.

Cette même livraison contient la dernière partie d'un gracieux roman de M. H. Rivière : *la Route du mari*. Le mot de la fin : « Tout est fini, tout est fini » est fait pour rassurer les lectrices sur la gravité et la durée de cette faule éternelle. Viens en aide à un humoriste américain, Mark Twain, par M. Th. Bentzon, qui nous donne dans une précédente livraison un piquant échantillon de talent original d'un romancier californien, Bret Hart, en qui Dickens saisi un rival.

M. Saint-René Taillandier expose ses idées sur la *Réforme municipale en France*. M. Alfred Maury, de l'Institut, commence une série d'études sur le socialisme au XVIII<sup>e</sup> siècle ; premier essai : *la Guerre des paysans*. M. J. de la Roche, dans une étude sur une question sociale éminemment actuelle : la réglementation du travail des enfants et des femmes dans les manufactures. M. Ch. Lavollée examine le traité de Versailles du 29 juin qui a réglé entre la France et l'Allemagne le paiement des 5 milliards, les conditions et les délais de l'évacuation du territoire français. M. Louis Etienne critique l'Année terrible, de Victor Hugo. *La Chronique politique*, de M. Ch. de Mazade, et une notice de M. Ch. Martens, sur un ouvrage de géologie sous-marine, terminent cette livraison.

Aux termes de la loi, c'est le gouvernement qui détermine, à la fin de chaque année académique, sur l'avis des jurys combinés de droit, la partie des pontifes sur laquelle doit porter le premier examen de docteur en droit. Se conformant à la loi, le ministre de l'Intérieur a donc déterminé que, cette année, l'examen portera sur la vente, la société, le legs.

#### Communications et avis divers.

— Véritables alpagas anglais, Marché-au-Bois, 8.

## NOUVELLES DE FRANCE.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 17 juillet.

Une conciliation paraît assez probable entre la liste de la gauche et celle de la droite pour le conseil d'Etat. Mais une entente sera plus difficile sur la question de la nomination de la commission de permanence, pendant la prorogation de l'Assemblée. La majorité avait abandonné jusqu'à présent ces fonctions aux députés que des convenances de domicile, l'absence de goûts pour les voyages ou la villégiature, un peu éloignée, retenaient à Versailles ou aux environs ; mais il paraît que cette fois elle doit composer la commission d'hommes tout particulièrement choisis et capables au besoin d'empêcher quelque Deux-Décembre, s'il venait à l'idée de M. Thiers d'en tenter un. L'éventualité vous semblera sans doute, comme à moi, peu probable, mais ce qui est certain, c'est que les préoccupations de la droite paraissent aussi vives que s'il en était autrement. Les diverses nuances de la gauche s'entendent également pour une contre-liste, et la bataille sera très-vivement disputée.

M. de Mussy est nommé vice-président du centre gauche, à la place de M. Desseilligny, démissionnaire. Il n'y a rien d'officiel au sujet du moment de l'emprunt ; cependant les dates des 27, 28 et 29 juillet paraissent désignées de tous les côtés avec une telle concordance qu'elles semblent plus que probables. Peut-être exceptera-t-on la date du 28, qui est un dimanche, et que se trouverait perdue en Angleterre et dans les autres pays où l'observation dominicale est rigoureuse.

Le président de la république a reçu la visite d'un certain nombre de gros banquiers qui lui ont fait offrir tout à l'emprunt ; les conditions explicites ou tacites auraient été sans doute une part irréductible de l'emprunt en faveur de ces maisons. Il paraît que M. Thiers n'a pas accepté ; on peut attribuer aux rancunes que ce refus aurait provoquées quelques fluctuations dans les cours de la bourse, ce qui ne paraît au moins hasardé.

Il est de plus en plus certain que M. Thiers ne fera pas un message ; tout au plus saisira-t-il l'occasion de la prorogation pour présenter la situation du pays et pour expliquer, soit en la confirmant, soit en l'atténuant, sa déclaration républicaine.

Le ministre de la guerre a décidé que la classe de 1871 aurait la facilité de se faire remplacer, contrairement au principe qui vient d'être voté, mais qui n'aurait d'effet que lorsque l'ensemble de la loi sera promulgué. Des soins tout particuliers sont donnés à l'école de Saumur pour perfectionner le travail des reconnaissances et toutes les questions topographiques qui s'y rattachent.

De très-vives attaques continuent à se produire dans beaucoup de journaux d'Algérie contre l'armée

Gueydon, mais il ne faut pas oublier qu'en attaquant le gouverneur général, c'est le principe du gouvernement civil que l'on bat en brèche.

Le parti clérical cherche à établir l'innocence du jésuite compromis, à Brest, pour un attentat aux moeurs dans un wagon de chemin de fer, et veut rejeter exclusivement la responsabilité de l'accusation sur un chef de gare qui n'a prétendu être ni de passions politiques. Cependant le journal *L'Occident*, arrivé aujourd'hui et très-bien disposé pour tout ce qui est clérical, ne fait aucune tentative pour innocenter l'accusé ; il se borne à protester contre les manifestations tumultueuses auxquelles cette affaire scandalise a donné lieu.

Domain paraît chez Denta l'homme qui tue et l'homme qui pardonne, de M. Henri d'Éville. M. Alex. Dumas avait pris texte d'articles de cet écrivain, publiés dans le *Soleil*, pour développer sa thèse du claudin, dans son livre *l'Homme-Femme*. Le *Soleil* publie aujourd'hui la lettre de M. d'Éville à M. Dumas.

(Correspond. particulière de l'INDÉPENDANCE.)

Versailles, 17 juillet.

« Mousou Baze » monte à la tribune ; on n'entend rien ; mais on suppose que c'est pour dire le non du remplaçant de M. de Paris ; en effet, dès que j'aurai pu me procurer ce nom, je vous le transmettrai. Grâce à M. Grévy, on apprend que M. Baze a demandé que la nomination des conseillers d'Etat soit mise à l'ordre du jour de lundi prochain. Il n'y a pas d'opposition.

A propos de « mousou Baze », j'ai le plaisir de vous apprendre qu'il s'élève maintenant en gracieuseté pour moi. Ainsi, vous ne le croiriez jamais ! Un des garçons de l'Assemblée est chargé de me précéder quand j'arrive. Il n'a pas encore la hallebarde des suisses d'église, ni la chaîne d'argent, ni les autres insignes. Mais cela viendra ; car ce ne peut être que pour me faire honneur ! Je ne prends pas d'ailleurs les honneurs pour moi. Il se dessine au représentant de l'Indépendance, et il n'est sans moi, chef, que l'âme chargée de rigueurs. Mais n'importe, cela flattera toujours un peu. Jeugé donc ! On n'en fait pas tant pour les ambassadeurs.

À l'ouverture de la séance, discussion à propos d'un rapport de M. Ducloux, tendant à autoriser le ministre des finances à payer à M. Souberbielle, entrepreneur, une somme de 212 mille francs, à titre d'indemnité, pour les pertes subies par cet entrepreneur à l'occasion de la guerre du Mexique.

Le conseil d'Etat, statuant d'après les clauses du cahier des charges, a refusé d'accueillir les réclamations de M. Souberbielle. Mais, dit-on, fait valoir que si certaines clauses n'ont pas été remplies, la faute en est aux événements et non à l'entrepreneur ; on ajoute que M. Souberbielle est ruiné par cette affaire et que c'est un très-honnête entrepreneur. Les adversaires de la proposition, d'autre part, répondent que la profession d'entrepreneur entraîne des pertes comme des gains, et que c'est un précédent dangereux de rendre l'Etat responsable de l'écueil. MM. Ducloux, de Goulard, ministre des finances, et Gaslonde appuient la proposition d'indemnité ; MM. Paris et de Gavardie la combattent ; finalement la discussion est renvoyée à demain, sur la demande du rapporteur.

Reprise de la discussion des impôts. Un membre de la commission du budget de 1872, M. de la Bouillerie, monte à la tribune pour déclarer que désormais la tâche de la commission est à peu près terminée, « mais, ajoute-t-il, avant de nous retirer, nous croyons devoir exposer à l'Assemblée où en est actuellement la situation financière. »

« Selon la commission, le budget peut être considéré comme équilibré. Il énumère les ressources et assure que des économies peuvent être réalisées. C'est aujourd'hui de 1,476 millions, par suite des événements désastreux de 1870-71. Différence, 634 millions. C'est pour y pourvoir qu'on a créé des impôts nouveaux ; la date du mois de juin dernier nous avons voté 303 millions sur ces 634. Restaient donc environ 133 millions à voter. Vous voyez, messieurs, que, par d'autres calculs, j'arrive au même chiffre que M. Magno et Desseilligny. »

« Il y a bien encore le compte de liquidation ; mais plusieurs chapitres de ce compte sont sujets à révision, et l'ensemble n'est pas encore déterminé. En tout cas, l'heure de pourvoir à ce compte n'est pas encore venue. »

« Sur ces 133 millions nécessaires, nous venons de voter 30 millions sur les valeurs mobilières et 40 millions sur les patentes ; nous allons, d'accord avec le gouvernement, vous proposer des mesures répressives des fraudes sur les alcools qui rapportent 20 millions ; nous réunissons encore 15 millions sur divers menus impôts ; total 163 millions. Il n'en faut donc que 67. Encore ces 67 millions ne seront-ils vraiment nécessaires qu'en 1874. »

« Quant aux économies, nous n'avons pas pu réaliser toutes celles que nous aurions voulu. Il est bien difficile à une commission du budget de réaliser de véritables réformes quand elle n'est pas d'accord avec le gouvernement... avec le gouvernement qui devrait prendre l'initiative des réformes. »

M. de la Bouillerie termine en engageant l'Assemblée à ne pas se presser de voter de nouveaux impôts avant d'avoir examiné le chapitre des dépenses. Il regrette, au nom de la commission, de n'avoir pas pu, malgré ses efforts, reconstruire l'accord avec le gouvernement ; il proteste que jamais une opposition politique n'a été au fond des résistances de la commission au gouvernement.

M. Thiers répond à l'orateur. Il semble assez nerveux et commence par déclarer que ce n'est pas 133 millions qu'il faut au gouvernement mais 200.

« Nous n'avons pas besoin, dit-il, qu'on nous inculpe à faire des économies... L'honorable M. de la Bouillerie me reproche d'avoir demandé des économies sous l'empire et de ne pas les réaliser maintenant ; mais après les événements désastreux qui viennent de s'accomplir, il est impossible de réaliser des économies. Je n'ai jamais, d'ailleurs, demandé sous l'empire une économie de 133 millions, car je ne la croyais possible qu'au prix d'une révolution. Cette révolution, elle s'est accomplie sans mon concours, et

depuis nous lui avons dû cette économie de 133 millions par la suppression de l'empire et son remplacement par... par la forme actuelle du gouvernement. » (Rires.)

Et de fait, rien ne saurait rendre la malice incroyable des intentions cachées sous la phrase et sous les réticences sur tout !

M. Thiers réplique plus loin : « Ce n'est pas moi qui ai fait la révolution du 4 septembre. Et si la faute, je le sais, je l'ai dit, et on le verra quand on publiera ma déposition dans l'enquête. »

Puis, il rentre dans la discussion technique et dans le détail des dépenses, dans le but de prouver que des réductions du budget sont impossibles.

« Si l'on avait un moyen de diminuer les charges publiques, le gouvernement le saurait, car il comprend son devoir à cet égard. » Selon M. Thiers, nos malheurs viennent surtout de l'insuffisance des ressources affectées par l'empire aux services publics.

« Nous sommes en présence, nous gouvernons, dit-il, des besoins des services publics ; et nous ne pouvons pas les payer avec des considérations générales. » (Hilarité.)

Chemin faisant, M. Thiers lance des malices à toutes les propositions d'économies successivement, et analyse tous les chapitres du budget. Il finit par s'écrier qu'il faut bien de la patience à un pauvre gouvernement pour répéter toujours la même chose, et tout cela à cause des tentatives cent fois renouvelées par une indocile Assemblée, qui ne veut pas en venir à la conclusion nécessaire : le vote de l'impôt sur les matières premières !

Incidentement un coup de griffe à M. Buffet. M. Thiers est aujourd'hui en veine d'avoir de l'esprit. C'est vous dire que ses ennemis et adversaires reçoivent quelques horions par la figure.

« Nous avons besoin d'argent, poursuit M. Thiers, s'il faut tout vous dire, parce que nous voulons payer les Prussiens pour délivrer le territoire. Et si nous obtenions le départ de l'armée d'occupation un an plus tôt, cela vous serait-il indifférent ? Je suis bien sûr qu'alors tous les membres de cette Assemblée qui nous disputent les subsides, tout en protestant qu'ils ne font pas d'opposition politique au gouvernement, battraient des mains. »

Arrivant à la question des impôts votés et des impôts à percevoir, M. Thiers fait allusion à ce que je vous mandais hier relativement à un mode nouveau de perception pour l'impôt des alouettes qui ne rend pas, par le mode actuel, tout ce qu'il devrait rendre et qu'on songe à recouvrer par le moyen d'un monopole donné à une compagnie. M. Thiers est, dit-on, favorable à cette combinaison.

« Avec 133 millions nous ne serions pas en équilibre comme on s'acharne à le dire, mais en déficit, reprend M. Thiers. Les 200 millions sont nécessaires ; nous n'avons voté que 87 millions à mon compte ; 87 millions effectifs ; voilà donc le moment venu de parfaire la somme nécessaire au gouvernement et d'entamer cette discussion tant retardée, contre laquelle on a en vain essayé de lutter. Et j'espère que vous allez la commencer aujourd'hui. »

Il est 5 heures moins 5. — Ah ! par exemple, aujourd'hui, non ! s'écrie-t-on à droite, au moment où M. Thiers descend de la tribune.

M. de la Bouillerie, après avoir consulté ses collègues de la commission, remonte à la tribune.

« M. le président de la république nous fait observer que nous avons passé neuf mois à examiner le budget de 1872. Mais ce n'est pas notre faute... » Et M. de la Bouillerie explique comment et pourquoi. Puis, il s'efforce de revenir sur la question de la quotité d'impôts nécessaires et de soutenir à nouveau qu'il ne faut pas 200 millions au gouvernement. Retour de M. Thiers à la tribune. Il y bondit comme s'il avait vingt ans.

« Je n'en ai, dit-il, que pour trois minutes, et si je remonte à la tribune, c'est qu'on m'y force en revenant sans cesse sur des allégations que j'ai cent fois démenties. »

Et il recommence à énumérer et à justifier les sommes qui se sont ajoutées au budget. « Si on ne les donne pas aujourd'hui, on ne fera qu'augmenter le principal de l'emprunt, car il faudra les donner plus tard. Et il est convenable, quand on s'adresse au crédit, de laisser à l'horizon pour l'année prochaine la création de 50 millions d'impôts ! Non ! faut en finir. » « L'an passé, répond M. de Meaux, M. le président de la république nous disait, à la veille de l'emprunt : « C'est 400 millions qu'il nous faut, et il ajoutait, pour nous consoler, qu'il y avait là-dessus 200 millions d'amortissement, et nous prometait 120 millions d'économie au budget... »

M. de Meaux est très-applaudi par la droite ; la gauche est plus impatiente. L'orateur déclare qu'il ne votera pas plus les matières premières aujourd'hui que le 19 janvier, et continue à citer des passages des discours de M. Thiers en contradiction avec ses demandes actuelles.

L'Assemblée devient bruyante : la gauche voulant soutenir le gouvernement et la droite maintenir la parole à M. de Meaux.

« C'est précisément, dit-il, parce que jusqu'à présent l'Assemblée a suivi le gouvernement et lui a accordé tout ce qu'il demandait, qu'il nous faut aujourd'hui nous rendre compte de ce que nous avons voté et de ce que peut être encore indispensable. » (Applaudissements à droite.)

M. de Meaux continue dans cet esprit ; mais le bruit couvre souvent sa voix. Ajoutez qu'il est 5 h. 40, et vous savez que le train part à 5 h. 55. On finit par ne plus faire que voir M. de Meaux. Non, décidément, bien qu'il ait un certain talent, M. de Meaux n'est pas encore un orateur de 5 h. et demie.

An d'ailleurs, il veut qu'avant de voter de nouveaux impôts le budget des dépenses soit discuté. Et il ajoute : « Messieurs, dans quelques jours nous allons nous retrouver pendant les vacances devant nos commettants. Leur donnerons-nous le droit de nous dire que nous avons consenti toutes les charges sans en avoir une seule économisée ? J'avoue qu'à leurs reproches, alors, se joindraient ceux de ma propre conscience. »

Tonnerre d'applaudissements à droite.

« L'orateur qui descend de cette tribune a parlé de sa conscience, réplique M. Thiers ; il me permettra de parler aussi de la mienne. Ce qu'il demande, c'est à désorganiser de notre armée. Je n'y consentirai

jamais tant que je resterai au poste de confiance où vous m'avez mis ! (Tonnerre d'applaudissements à gauche.) Je voudrais me trouver en présence d'un homme sérieux... » (Réclamations furieuses à droite, — on prend ces paroles comme une injure à M. de Meaux.)

« Demandez donc le rappel à l'ordre si vous l'osez ! » s'écrie M. Thiers ; proposez donc un ordre du jour ! (Où il va à l'ordre !)

Personne n'a le droit de demander le rappel à l'ordre, s'écrie sévèrement M. Grévy, tourné vers la droite.

M. Thiers reprend la discussion. Quel courage ! Quelle énergie... Pourquoi faut-il que l'impôt des matières premières soit le prétexte d'une telle lutte entre un homme comme M. Thiers et cette Assemblée !

M. de Gavardie fait rage. M. Grévy finit par lui imposer silence en lui annonçant qu'il va le rappeler à l'ordre.

M. Thiers ajoute : « Je ne recherche pas une vaine popularité ! La recherche en vous trompant qui voudrait ! Pour faire une armée sans argent c'est impossible. Et sans armée sans argent c'est impossible. Se font-ils d'y réussir, essayez. »

Quant à moi, si ma politique ne vous convient pas, manifestez-le ; dès aujourd'hui l'occasion est bonne ; je vous y attends. »

Voilà encore la colère, la mise en demeure ; une partie de la gauche applaudit ; hélas ! hélas ! Mais M. Thiers sent qu'il est allé trop loin : il revient indirectement sur ses paroles.

Puis : « Dans une question d'impôt il y a de la politique aussi, s'écrie-t-il. » Sur quoi M. de Kerdrel se lève :

« Nous étions convenus que nous ne parlerions pas de politique à cette occasion, s'écrie-t-il avec véhémence. C'était un engagement d'honneur... »

« Oui, c'est ce que j'ai dit, reprend M. Thiers, faisant allusion à sa conversation de l'autre jour avec M. de Kerdrel, plusieurs fois citée dans les journaux, nous sommes convenus de ne pas parler politique à cette occasion. »

« Votre confiance, poursuit-il, est un fardeau accablant. Je n'en veux pas au prix de dissimulation et de mensonges — oui, avant de nous séparer, je poserai la question de confiance. Mais, en attendant, je songerai à mes devoirs et me déferai de mon caractère. »

M. Thiers avoue ici que les vivacités de son caractère l'entraînent parfois ; qu'il y résiste pourtant qu'il y veut résister plus encore et qu'il mettra de côté les blessures personnelles, en présence de l'intérêt du pays.

Ce digne et patriotique langage est cette fois applaudi par toutes les parties de la gauche comme il le sera par le pays tout entier. Si M. Thiers prenait cette attitude devant la droite, il éveillerait à cette belle-voix partie de l'Assemblée bien des « chants du départ » :

« Malbroug s'en va-t-il en guerre ! »  
« Ne sait qu'un va-t'en ! »

Malbroug est encore revenu aujourd'hui avant d'être parti. Après quelques mots de réplique de M. de Meaux, la séance est levée et la discussion continuée à demain.

Paris 7 h. 1/2. — Le nouveau conseiller d'Etat proposé est le colonel Tourette qui est, dit-on, demandé par le ministère de la guerre.

Les réunions nouvelles des trois gauches vont avoir lieu pendant les derniers jours de cette semaine dans le but de faire une liste d'opposition. Si les droites veulent faire quelques sacrifices, peut-être s'entendra-t-on au dernier moment, car on ne veut pas en ce moment de luttes parlementaires. Les gauches, sachant bien qu'elles ne pourraient pas obtenir des candidats entièrement selon leur gré, sont décidées à des sacrifices, pourvu qu'on leur donne au moins des hommes capables.

La séance, si on en juge par la dernière heure, est, au retour, l'objet de toutes les conversations. On s'accorde partout à louer l'attitude finale de M. Thiers. « Il a été encore le plus raisonnable. » Tel est le mot de la journée.

« J'ajoute : Moins il répondra aux provocations de la droite, moins il prendra garde à ses ministères, et plus il sera raisonnable ; en affaires, moins il s'entêtera dans de vieux errements, moins il voudra imposer ses idées préconçues aux aspirations modernes, et mieux cela vaudra. »

Toujours pour la même raison !

(Correspond. agricole de l'INDÉPENDANCE.)

Paris, 16 juillet.

La pluie qui tombe en ce moment est un véritable bienfait pour les récoltes en terre, car on se plaignait avec raison de l'extrême chaleur de ces derniers jours. Maintenant il ne faudrait pas que cette pluie continuât trop longtemps. Dans ce cas, en effet, elle contrarierait la moisson, ce qui serait fâcheux à tous égards, car dans le grand rayon de Paris on allait mettre la faux dans les blés quand la pluie est survenue.

Tous les journaux spéciaux sont d'accord sur la situation des biens de la terre. Voici comment l'un d'eux résume en deux lignes son opinion :

« L'abondance de la récolte en France est maintenant un fait constaté par tous les hommes les plus autorisés. La baisse en est la conséquence, mais les prix se maintiennent à un taux rémunérateur. »

À l'étranger, on est généralement satisfait.

A Dantzick, il y a déjà des arrivages de blés nouveaux, lesquels ont dû souffrir de la gelée, et à juger par les poids qui varient entre 120 et 133 livres hollandaises l'hectolitre.

De la Russie méridionale, les nouvelles sont satisfaisantes. Il y a eu quinze jours de pluie suivie de beau temps qui ont merveilleusement amélioré l'état des choses, à ce point qu'on peut compter presque sur une bonne moisson ordinaire. A Taganrog, les blés se coulaient au 5 juillet de 18 à 23 fr. les 100 kil.

Aux Etats-Unis, les blés de printemps et les blés d'hiver ont souffert. Il y a même des districts où ces derniers ne donneront que 35 à 40 p.c. d'une récolte moyenne ordinaire. Fin juin, les blés de printemps arrivaient déjà en abondance sur les marchés ; à Milwaukee, par exemple, il y avait déjà un stock de

1,384,000 boisseaux, alors que l'an dernier, à la même époque, il n'y en avait qu'un million 70,000.

Je vous ai parlé du souffre rendu soluble par le procédé de M. Jules Dirio, pour combattre la nouvelle maladie de la vigne causée par le *Phylloxera vastatrix*. Pendant que divers essais se font en ce moment, voici qu'à l'exposition de Lyon on propose le *Modia setiva*, comme étant un préservatif par excellence. Je vous tiendrai au courant des résultats qui seront obtenus. Il en sera de même du tannin de vin, dont on préconise l'emploi pour conserver ce produit.

Puisque je viens de vous parler de Lyon, je signalerai la beauté et l'intérêt que présente l'exposition algérienne. Je citerai notamment les merveilleux résultats qui sont obtenus dans notre colonie avec l'*Eucalyptus* d'Australie. Il y a un sujet de 3 ans qui mesure 10 mètres de haut et 25 centimètres de diamètre à sa base. Un autre de 6 ans a 14 mètres de haut et 35 centimètres de diamètre. Aucun arbre n'a une croissance plus rapide ni plus salubre, puisque sa présence annule les miasmes les plus insalubres. On se propose de reboiser nos trois provinces et même le Sahara avec cet arbre extraordinaire.

Comme on devait s'y attendre, tous les modes de taille de la vigne connus sont représentés à l'exposition de Lyon. On y voit aussi l'appareil avec lequel on vieillit les vins en les chauffant.

L'exposition d'horticulture de la première quinzaine de juillet était au grand complet : Les roses et les œillets étaient surtout remarquables.

La peste bovine peut être considérée comme éteinte chez nous. En effet, la période d'incubation du typhus étant de vingt jours, comme il n'y a plus eu aucun cas nulle part, depuis le 6 juin, on peut donc considérer le fléau comme ayant disparu.

Cette triste calamité que nous a apportée et laissée l'invasion nous a coûté près de 57,000 bêtes de gros bétail et 681 moutons, soit pour les premiers environ 15 millions et pour les seconds 25 à 28,000 francs.

Dans une des séances la Société centrale d'agriculture a nommé une commission de dégustation, ayant pour mission d'apprécier la valeur réelle des vins chauffés par le procédé Pasteur. Ont été désignés pour en faire partie, MM. de Kergorlay, Barral, Bouchardat et Peligot. Ces messieurs se sont adjoints trois dégustateurs du commerce et ils se sont rendus à l'école normale où, depuis six ans, des vins chauffés et les mêmes vins non chauffés étaient conservés, afin qu'on pût les juger comparativement. Il y en avait de vingt-quatre espèces différentes.

Voici le résumé officiel de cette expérimentation : L'avantage du chauffage est évident. Non-seulement il empêche la détérioration des vins communs, mais encore il améliore les vins fins.

C'est là un fait considérable pour tout le monde, puisque le procédé est connu, facile à pratiquer et tout à fait dans le domaine public. La constatation de son efficacité a été, en effet, entourée de toutes les garanties possibles. On peut donc désormais considérer le fait comme acquis à la science et à la pratique.

(Correspond. judiciaire de l'Indépendance belge.)

Lyon, 17 juillet.

Affaire Cremer et de Serres.

On reprend l'audition des témoins.

Le GÉNÉRAL BOURBAKI (commandant les forces de la 8<sup>e</sup> division militaire), 56 ans.

Avant de venir à l'armée de l'Est je n'avais eu aucunes relations personnelles avec M. Cremer qui était capitaine à Metz quand j'y commandais.

Voici les circonstances dans lesquelles j'ai eu des rapports avec lui : Le 19 décembre, j'avais ordonné un mouvement sur la rive droite de la Loire et qui devait s'étendre jusqu'à Montargis, quand M. de Serres est venu me demander, de la part du ministre de la guerre, si je ne trouvais pas préférable d'attaquer l'ennemi du côté de l'Est.

J'approuvai fort cette seconde opération qui, pour moi, avait plus de chances que la première. M. de Serres repartit emportant l'assurance que j'approuvais ce changement de direction, qu'on me demanda de confirmer par lettre. M. de Serres s'occupa alors d'organiser les moyens de transport pour faire affluer troupes et approvisionnements dans la direction nouvelle, tâche qui n'était pas sans difficulté, puisqu'il y avait 1500 ans-dessous de zéro, que la terre était couverte de neige et que les chemins de fer avaient un personnel et un matériel insuffisants. Le 18<sup>e</sup> corps se concentra à Chagny ; le 20<sup>e</sup> à Chalon.

Je déjeunai à Chalon à l'Hôtel de Chevreuil, quand on me dit qu'un habitant de Dijon demandait à me parler. J'étais fatigué de recevoir des gens qui venaient tous m'indiquer des moyens infaillibles de rejeter les Prussiens en dehors de nos lignes. Je regrettai M. Arbinet. Je dois dire qu'il me fit l'effet d'être de bonne foi. Si j'avais cru avoir affaire à un espion je n'aurais pas hésité à l'arrêter.

Quand j'appris qu'Arbinet avait été fusillé, on me dit qu'il avait fait des aveux. Il faut dire qu'à ce moment circulaient des histoires d'espions comme il arrive alors que les esprits échauffés n'ont plus de vitalité.

M. de Serres a été dévoué à ses devoirs ; il s'est montré plein de zèle, de cœur, d'amour pour la France. Il s'est retiré du milieu de nous avec une estime. Je ne sais à quel parti politique il appartient et n'ai pas le savoir pour déclarer que M. de Serres est un homme de mérite.

M. LE PRÉSIDENT. Pouvez-vous donner des ordres militaires ?

Le GÉNÉRAL BOURBAKI, des ordres militaires, non. Il savait beaucoup et parlait de ce qu'il connaissait, tout en acceptant très-bien les observations. C'est ainsi que bien des fois il lui ai dit : « Vous êtes jeune, vous avez la papillonne, défiez-vous de vos illusions. » Plus d'une fois je l'ai chargé d'écrire lui-même au préfet, quand je croyais que son influence, du moins à un certain point de vue, pouvait être plus grande que la mienne.

M. LE PRÉSIDENT. Qui vous a dit qu'Arbinet avait fait des aveux ?

M. LE GÉNÉRAL BOURBAKI. M. de Serres, je crois, et le préfet Luce.

M. LE MARÉCHAL PRÉSIDENT autorise le général Bourbaki à se retirer pour vaquer aux nécessités de son commandement.

MARINETTE.

Moï ? Ce que tu voudras.

GROS-RÉNÉ.

Dis.

MARINETTE.

Je ne dirai rien.

GROS-RÉNÉ.

Ni moi non plus.

MARINETTE.

Ni moi.

GROS-RÉNÉ.

Et moi, je le fais grâce.

MARINETTE.

Mon Dieu ! qu'à tes appas je suis acquiescé !

MARINETTE.

Que Marinette est soignée après son Gros-René !

Mme VEUVE ARBINET est introduite. (Vif mouvement de curiosité.) C'est une femme jeune encore ; elle est vêtue de longs habits de deuil. Le maréchal président fait apporter une chaise.

Mme Arbinet, d'une voix ferme et claire, dépose : Quand j'ai vu partir, dit-elle, mon mari pour les approvisionnements que la municipalité de Dijon demandait, j'eus des inquiétudes. Ce que je craignais c'est qu'il fût







Paris, 29/10. — Id. sur Amsterdam, 98 1/4. — Id. sur Vienne, 405 3/8. — Id. sur Hamb., 87 1/4. — 5 p. c. français 1871, 84 1/8. — Banque bruxelloise, 104 1/2. — Actions, Banq. cent. anvers., 106 1/4. — Banque franco-hollandaise, 108 7/8.

MADRID, 17 juillet. — Intérieur, 20-60. — Extérieur 34-00.

## TRIBUNAUX.

Cour d'appel de Bruxelles (4<sup>e</sup> chambre).

Audience du 18 juillet.

(Présidence de M. VANDEN EYDE).

**AFFAIRE DE LA MAISON DE SANTÉ D'EVERE. — COUPS ET BLESSURES VOLONTAIRES. — HOMICIDE PAR IMPRUDENCE OU NÉGLIGENCE. — FAUX EN ÉCRITURE PUBLIQUE.**

Toute l'audience de ce jour a été remplie par les plaidoiries des défenseurs.

L'affaire a été continuée à demain.

**AFFAIRE VICTOR TESSI CONTRE MANDEL.** — Le tribunal de Bruxelles (2<sup>e</sup> chambre), après plusieurs jugements rendus sur incidents, vient de statuer définitivement dans cette cause.

Le défendeur Mandel n'en avait pas eu connaissance, le tribunal a débattu l'opinion sur le jugement rendu par défaut le 4 juin dernier, que nous avons fait connaître.

Le tribunal dit que ce jugement sortira ses pleins et entiers effets, condamne le défendeur aux dépens. Le jugement est déclaré exécutoire nonobstant appel et sans caution.

Un arrêt récent de la cour de cassation décide que le règlement qui rend possible d'une amende le voyageur s'obstinant à rester dans un compartiment pour dames est illégal. Voici dans quelles circonstances cet arrêt a été rendu : M. Andris-Dron, n'ayant pas trouvé une place à sa convenance dans les voitures destinées aux voyageurs males, s'installa malgré les observations qui lui furent faites, dans un compartiment pour dames. Le train se mit en marche et la première station, à Montigny, le chef de train dressa procès-verbal à charge de M. Andris-Dron qui fut, plus tard, assigné à comparaître devant le juge de paix de Charleroi, qui le condamna à 25 fr. d'amende. Le jugement fut confirmé en appel, mais la cour de cassation, appelée à son tour à statuer, déclara que le règlement relatif aux compartiments réservés n'ayant pas été sanctionné législativement n'avait pas de valeur, et que c'était à tort que M. Andris-Dron avait été condamné.

Il est probable que l'administration du chemin de fer s'efforcera de combler la lacune qui rend illusoire ses prévisions.

**CATASTROPHE D'HORN ET VASME.** — Le tribunal correctionnel instruit l'affaire relative à la catastrophe survenue dans la nuit du 27 au 28 septembre dernier au puits n° 3 du charbonnage d'Horn et Vasmie, et qui a coûté la vie à un grand nombre d'ouvriers mineurs.

Les prévenus déclarent se nommer : 1<sup>er</sup> Liénard.

**SPA. — HOTEL DE L'EUROPE.** Propriétaire Henard-Richard. Omnibus à la station.

**SPA. — Hôtel de Portugal, I. GERNAY.** Excellente maison, déjeuners et dîners, à prix réduits ou à la carte. Bonne réputation. 4952

## Immeubles en Belgique.

**Étude du notaire MORREN.** rue de la Loi, n° 34.

Le notaire MORREN, à Bruxelles, vendra définitivement, avec bénéfice d'enchères, en la salle des ventes par notaires, mardi 23 juillet 1872, à 1 heure de relevée :

1<sup>o</sup> Un **Hôtel**, situé à Bruxelles, rue Montoyer, 14, avec cour pour 24 chevaux, remise, cour, jardin et autres dépendances. A payer fr. 110,000.

2<sup>o</sup> Un **beau Terrain à bâtir**, rue Montoyer, joignant au même hôtel. Porté à fr. 34,000.

3<sup>o</sup> Un **Terrain à bâtir**, rue de l'Industrie, touchant au même hôtel. A payer fr. 20,000.

Cette belle propriété, ne formant qu'un ensemble, contient 9 ares 63 centiares, ayant une façade de 18 mètres rue Montoyer et se trouve située à proximité des boulevards. L'entrée en jouissance est fixée en fin de mois qui suivra l'adjudication définitive.

2701

**Étude du notaire MARTROYE.** à Bruxelles.

**VENTES PUBLIQUES**

**D'EXCELLENTE TERRES LABOURABLES.**

SAVOIR :

1. Le mercredi 24 juillet courant, à Belloit, près d'Ath, en l'hôtel de la Couronne, 27 hôtels du Bâtiment, tenu par M. Lucien Courtois, 27 hectares, divisés en 35 lots, situés à Ellignies-Saint-Anne. 2725

2. Le lendemain, jeudi 25 juillet courant, à Quévrain, au Café Belot, vis-à-vis de la station, 15 hectares, divisés en 13 lots, situés à Elouges et Wilhries. 2724

3. Le vendredi 26 juillet courant, à Mons, en l'hôtel de Bordeaux, rue du Séminaire, 8, près de la station, 28 hectares, divisés en 34 lots, situés à Elouges et Wilhries. 2724

4. Le samedi 27 juillet courant, à Bruxelles, en l'hôtel nommé : *Brasserie de l'Espérance*, à la station du Midi, place de la Constitution, n° 6, devant la gare, 38 hectares, divisés en 83 lots, situés à Haine-Saint-Pierre, près de la station de Baume et à Familleux. 2725

5. Le mardi 30 juillet courant, à Bruxelles, en la chambre des notaires, rue Fossé-aux-Loups, 52, 32 hectares, divisés en 18 lots, situés à Liro et Braine-Ailly. 2727

(Voir les affiches de chacune de ces ventes.)

Henri, âgé de 36 ans; 2<sup>o</sup> Maton, Eugène, âgé de 23 ans; 3<sup>o</sup> Pichon, 21 ans, âgé de 35 ans. Les deux premiers conducteurs de travaux, et le troisième, porteur au charbonnage d'Horn et Vasmie.

Ils ont pour défenseurs : Liénard et M. Saint-Étienne, et Géronme et M. Edmond Boulard.

Sont témoins ont été élus par le ministère public. La défense en produit deux.

Avant qu'il soit procédé à l'interrogatoire des prévenus, M. Deloize, avocat, déclare se constituer partie civile pour la mère d'Amédée Dascotte, l'une des victimes.

MM<sup>es</sup> Boulard et Alfred Dufrenoy plaideront pour la partie civile et se réservent d'intervenir dans le cours des débats pour les parents d'autres victimes.

Les témoins à décharge ne seront vraisemblablement entendus que le 26. Les débats de cette affaire paraissent devoir prendre de grandes proportions et tiendront quatre ou cinq audiences.

Nous ferons connaître le jugement qui interviendra.

**BULLETIN COMMERCIAL.**

BRUXELLES, 17 juillet. — Marché aux huiles sans variation.

Huile de colza, comptant, fr. 53 0/0 à 0 0/0; id. de lin, comptant, fr. 63 0/0 à 0 0/0.

LOIRENNE, 17 juillet. — (Correspond. particulière de l'Indépendance belge.)

Froment, par sac de 106 litres, fr. 29-00 à 32-00; hausse 0-30; seigle, id., fr. 24-25 à 24-50; hausse 0-20; orge, id., fr. 22-00 à 23-00; baisse 0-10; sarrasin, id., fr. 16-50 à 17-50; baisse 0-10; avoine, par sac demi, fr. 13-75 à 14-75; hausse 0-75.

ARNAUX, 17 juillet. — (Correspond. particulière de l'Indépendance belge.)

Froment, par 400 kilos, fr. 32-50, hausse 0-05; seigle, 25-00, hausse 0-00; avoine, 15-00, baisse 0-30; fèves, 17-50, baisse 0-40; pois, 14-00, baisse 0-10; pommes de terre, 10-00, baisse 1-00; paille, 7-00, baisse 3-00; foin, 14-00, baisse 2-00; beurre, le kilo, 2-45, baisse 0-05; œufs, les 26, 2-80, hausse 0-05.

TOILES. — Pièces exposées en vente : 92, vendues 58.

**COMMERCE D'ANVERS.** — 18 juillet.

Cuirs. — On a vendu aujourd'hui les quantités suivantes :

Du n° 127. 400 B.-A., b/5 1/3 v/s, 11 9/10 k., fr. 138. 407, 300 » » » 3/8 » 11 3/4 k., fr. 138. 408, 160 » » » 1/2 » 11 3/8 k., fr. 146 1/2.

Assuina. 500 » » » 5/8 » 11 3/8 k., fr. 154. 409, 300 » » » 3/8 » 11 3/4 k., fr. 138. 410, 160 » » » 1/2 » 11 3/8 k., fr. 146 1/2.

Su n° 107. 445 M.-V., v/s 1/5 v/s, 9 2/5 k., fr. 136. 411, 300 » » » 3/8 » 11 3/4 k., fr. 138. 412, 160 » » » 1/2 » 11 3/8 k., fr. 146 1/2.

Cuirs secs. 242. 500 R.-G. b/s, 25/32, 81. 243. 300 M.-V., v/s av., 25, 77. 244. 300 B.-A., Patag., v/s, 13/20, 81. 245. 300 M.-V., b/s, 25/32, 81. 246. 424 M.-V., b/s, 23 4/5, 83. 247. 380 » » » 25/32, 81. 248. 350 » » » 25/32, 81.

On a traité sous voiles, au prix de fr. 84, 700 B.-A.

(Gualeguay) saladeros v/s, 54 1/2 liv. attendus de Gualeguay, par *Océania* et *Rosita*; 95 de, 53-47 liv. esp.; 721 de, 51-62 de, attendu de Gualeguay par *Mariposa*.

**Chevaux saïs.**

Pancho n° 20. 400 Urag, 43 1/3 k., à 136 fr. 407 fr. 72 M.-V., av., 31 liv. esp., à 407 fr.

**Cafés.** — La demande reste par continuation bonne à des prix très-faibles. Il s'est de nouveau vendu aujourd'hui 1,100 sacs Rio.

**Leçons.** — Marché sans changement. Il y a un vendeur pour Wilcox, disp. à fr. 24, entr. pour 50 k.; sur livraison on demande, n° 24 1/4 sur septembre, et n° 24 1/2 sur octobre.

**Sucres bruts indigènes.** — On cote : Sucre à 85 degrés, disponible... fr. 00 00 » 00 00 — sur juillet... fr. 00 00 » 00 00 — 4 mois d'octobre, fr. 63 50 » 00 00

**Cérdales.** — Depuis la bourse de mardi, il s'est fait un grand nombre d'affaires en froment. On peut évaluer les affaires à 100,000 quintaux, à des prix très-faibles et quelque peu de consommation, à savoir : Californie 35 1/4; blanc d'Amérique 35 1/4; Chili 34 3/4; 35; danois 34 1/2; 35 1/2; Strauss 34 1/2; 35; 30 3/4; 31 1/2; 32 1/2; 33 1/2; 34 1/2; 35 1/2; 36 1/2; 37 1/2; 38 1/2; 39 1/2; 40 1/2; 41 1/2; 42 1/2; 43 1/2; 44 1/2; 45 1/2; 46 1/2; 47 1/2; 48 1/2; 49 1/2; 50 1/2; 51 1/2; 52 1/2; 53 1/2; 54 1/2; 55 1/2; 56 1/2; 57 1/2; 58 1/2; 59 1/2; 60 1/2; 61 1/2; 62 1/2; 63 1/2; 64 1/2; 65 1/2; 66 1/2; 67 1/2; 68 1/2; 69 1/2; 70 1/2; 71 1/2; 72 1/2; 73 1/2; 74 1/2; 75 1/2; 76 1/2; 77 1/2; 78 1/2; 79 1/2; 80 1/2; 81 1/2; 82 1/2; 83 1/2; 84 1/2; 85 1/2; 86 1/2; 87 1/2; 88 1/2; 89 1/2; 90 1/2; 91 1/2; 92 1/2; 93 1/2; 94 1/2; 95 1/2; 96 1/2; 97 1/2; 98 1/2; 99 1/2; 100 1/2.

**Leçons.** — Marché sans changement. Il y a un vendeur pour Wilcox, disp. à fr. 24, entr. pour 50 k.; sur livraison on demande, n° 24 1/4 sur septembre, et n° 24 1/2 sur octobre.

**Sucres bruts indigènes.** — On cote : Sucre à 85 degrés, disponible... fr. 00 00 » 00 00 — sur juillet... fr. 00 00 » 00 00 — 4 mois d'octobre, fr. 63 50 » 00 00

**Cérdales.** — Depuis la bourse de mardi, il s'est fait un grand nombre d'affaires en froment. On peut évaluer les affaires à 100,000 quintaux, à des prix très-faibles et quelque peu de consommation, à savoir : Californie 35 1/4; blanc d'Amérique 35 1/4; Chili 34 3/4; 35; danois 34 1/2; 35 1/2; Strauss 34 1/2; 35; 30 3/4; 31 1/2; 32 1/2; 33 1/2; 34 1/2; 35 1/2; 36 1/2; 37 1/2; 38 1/2; 39 1/2; 40 1/2; 41 1/2; 42 1/2; 43 1/2; 44 1/2; 45 1/2; 46 1/2; 47 1/2; 48 1/2; 49 1/2; 50 1/2; 51 1/2; 52 1/2; 53 1/2; 54 1/2; 55 1/2; 56 1/2; 57 1/2; 58 1/2; 59 1/2; 60 1/2; 61 1/2; 62 1/2; 63 1/2; 64 1/2; 65 1/2; 66 1/2; 67 1/2; 68 1/2; 69 1/2; 70 1/2; 71 1/2; 72 1/2; 73 1/2; 74 1/2; 75 1/2; 76 1/2; 77 1/2; 78 1/2; 79 1/2; 80 1/2; 81 1/2; 82 1/2; 83 1/2; 84 1/2; 85 1/2; 86 1/2; 87 1/2; 88 1/2; 89 1/2; 90 1/2; 91 1/2; 92 1/2; 93 1/2; 94 1/2; 95 1/2; 96 1/2; 97 1/2; 98 1/2; 99 1/2; 100 1/2.

**Leçons.** — Marché sans changement. Il y a un vendeur pour Wilcox, disp. à fr. 24, entr. pour 50 k.; sur livraison on demande, n° 24 1/4 sur septembre, et n° 24 1/2 sur octobre.

**Sucres bruts indigènes.** — On cote : Sucre à 85 degrés, disponible... fr. 00 00 » 00 00 — sur juillet... fr. 00 00 » 00 00 — 4 mois d'octobre, fr. 63 50 » 00 00

**Cérdales.** — Depuis la bourse de mardi, il s'est fait un grand nombre d'affaires en froment. On peut évaluer les affaires à 100,000 quintaux, à des prix très-faibles et quelque peu de consommation, à savoir : Californie 35 1/4; blanc d'Amérique 35 1/4; Chili 34 3/4; 35; danois 34 1/2; 35 1/2; Strauss 34 1/2; 35; 30 3/4; 31 1/2; 32 1/2; 33 1/2; 34 1/2; 35 1/2; 36 1/2; 37 1/2; 38 1/2; 39 1/2; 40 1/2; 41 1/2; 42 1/2; 43 1/2; 44 1/2; 45 1/2; 46 1/2; 47 1/2; 48 1/2; 49 1/2; 50 1/2; 51 1/2; 52 1/2; 53 1/2; 54 1/2; 55 1/2; 56 1/2; 57 1/2; 58 1/2; 59 1/2; 60 1/2; 61 1/2; 62 1/2; 63 1/2; 64 1/2; 65 1/2; 66 1/2; 67 1/2; 68 1/2; 69 1/2; 70 1/2; 71 1/2; 72 1/2; 73 1/2; 74 1/2; 75 1/2; 76 1/2; 77 1/2; 78 1/2; 79 1/2; 80 1/2; 81 1/2; 82 1/2; 83 1/2; 84 1/2; 85 1/2; 86 1/2; 87 1/2; 88 1/2; 89 1/2; 90 1/2; 91 1/2; 92 1/2; 93 1/2; 94 1/2; 95 1/2; 96 1/2; 97 1/2; 98 1/2; 99 1/2; 100 1/2.

**Leçons.** — Marché sans changement. Il y a un vendeur pour Wilcox, disp. à fr. 24, entr. pour 50 k.; sur livraison on demande, n° 24 1/4 sur septembre, et n° 24 1/2 sur octobre.

**Sucres bruts indigènes.** — On cote : Sucre à 85 degrés, disponible... fr. 00 00 » 00 00 — sur juillet... fr. 00 00 » 00 00 — 4 mois d'octobre, fr. 63 50 » 00 00

**Cérdales.** — Depuis la bourse de mardi, il s'est fait un grand nombre d'affaires en froment. On peut évaluer les affaires à 100,000 quintaux, à des prix très-faibles et quelque peu de consommation, à savoir : Californie 35 1/4; blanc d'Amérique 35 1/4; Chili 34 3/4; 35; danois 34 1/2; 35 1/2; Strauss 34 1/2; 35; 30 3/4; 31 1/2; 32 1/2; 33 1/2; 34 1/2; 35 1/2; 36 1/2; 37 1/2; 38 1/2; 39 1/2; 40 1/2; 41 1/2; 42 1/2; 43 1/2; 44 1/2; 45 1/2; 46 1/2; 47 1/2; 48 1/2; 49 1/2; 50 1/2; 51 1/2; 52 1/2; 53 1/2; 54 1/2; 55 1/2; 56 1/2; 57 1/2; 58 1/2; 59 1/2; 60 1/2; 61 1/2; 62 1/2; 63 1/2; 64 1/2; 65 1/2; 66 1/2; 67 1/2; 68 1/2; 69 1/2; 70 1/2; 71 1/2; 72 1/2; 73 1/2; 74 1/2; 75 1/2; 76 1/2; 77 1/2; 78 1/2; 79 1/2; 80 1/2; 81 1/2; 82 1/2; 83 1/2; 84 1/2; 85 1/2; 86 1/2; 87 1/2; 88 1/2; 89 1/2; 90 1/2; 91 1/2; 92 1/2; 93 1/2; 94 1/2; 95 1/2; 96 1/2; 97 1/2; 98 1/2; 99 1/2; 100 1/2.

**Leçons.** — Marché sans changement. Il y a un vendeur pour Wilcox, disp. à fr. 24, entr. pour 50 k.; sur livraison on demande, n° 24 1/4 sur septembre, et n° 24 1/2 sur octobre.

**Sucres bruts indigènes.** — On cote : Sucre à 85 degrés, disponible... fr. 00 00 » 00 00 — sur juillet... fr. 00 00 » 00 00 — 4 mois d'octobre, fr. 63 50 » 00 00

**Cérdales.** — Depuis la bourse de mardi, il s'est fait un grand nombre d'affaires en froment. On peut évaluer les affaires à 100,000 quintaux, à des prix très-faibles et quelque peu de consommation, à savoir : Californie 35 1/4; blanc d'Amérique 35 1/4; Chili 34 3/4; 35; danois 34 1/2; 35 1/2; Strauss 34 1/2; 35; 30 3/4; 31 1/2; 32 1/2; 33 1/2; 34 1/2; 35 1/2; 36 1/2; 37 1/2; 38 1/2; 39 1/2; 40 1/2; 41 1/2; 42 1/2; 43 1/2; 44 1/2; 45 1/2; 46 1/2; 47 1/2; 48 1/2; 49 1/2; 50 1/2; 51 1/2; 52 1/2; 53 1/2; 54 1/2; 55 1/2; 56 1/2; 57 1/2; 58 1/2; 59 1/2; 60 1/2; 61 1/2; 62 1/2; 63 1/2; 64 1/2; 65 1/2; 66 1/2; 67 1/2; 68 1/2; 69 1/2; 70 1/2; 71 1/2; 72 1/2; 73 1/2; 74 1/2; 75 1/2; 76 1/2; 77 1/2; 78 1/2; 79 1/2; 80 1/2; 81 1/2; 82 1/2; 83 1/2; 84 1/2; 85 1/2; 86 1/2; 87 1/2; 88 1/2; 89 1/2; 90 1/2; 91 1/2; 92 1/2; 93 1/2; 94 1/2; 95 1/2; 96 1/2; 97 1/2; 98 1/2; 99 1/2; 100 1/2.

**Leçons.** — Marché sans changement. Il y a un vendeur pour Wilcox, disp. à fr. 24, entr. pour 50 k.; sur livraison on demande, n° 24 1/4 sur septembre, et n° 24 1/2 sur octobre.

**Sucres bruts indigènes.** — On cote : Sucre à 85 degrés, disponible... fr. 00 00 » 00 00 — sur juillet... fr. 00 00 » 00 00 — 4 mois d'octobre, fr. 63 50 » 00 00

**Cérdales.** — Depuis la bourse de mardi, il s'est fait un grand nombre d'affaires en froment. On peut évaluer les affaires à 100,000 quintaux, à des prix très-faibles et quelque peu de consommation, à savoir : Californie 35 1/4; blanc d'Amérique 35 1/4; Chili 34 3/4; 35; danois 34 1/2; 35 1/2; Strauss 34 1/2; 35; 30 3/4; 31 1/2; 32 1/2; 33 1/2; 34 1/2; 35 1/2; 36 1/2; 37 1/2; 38 1/2; 39 1/2; 40 1/2; 41 1/2; 42 1/2; 43 1/2; 44 1/2; 45 1/2; 46 1/2; 47 1/2; 48 1/2; 49 1/2; 50 1/2; 51 1/2; 52 1/2; 53 1/2; 54 1/2; 55 1/2; 56 1/2; 57 1/2; 58 1/2; 59 1/2; 60 1/2; 61 1/2; 62 1/2; 63 1/2; 64 1/2; 65 1/2; 66 1/2; 67 1/2; 68 1/2; 69 1/2; 70 1/2; 71 1/2; 72 1/2; 73 1/2; 74 1/2; 75 1/2; 76 1/2; 77 1/2; 78 1/2; 79 1/2; 80 1/2; 81 1/2; 82 1/2; 83 1/2; 84 1/2; 85 1/2; 86 1/2; 87 1/2; 88 1/2; 89 1/2; 90 1/2; 91 1/2; 92 1/2; 93 1/2; 94 1/2; 95 1/2; 96 1/2; 97 1/2; 98 1/2; 99 1/2; 100 1/2.

**Leçons.** — Marché sans changement. Il y a un vendeur pour Wilcox, disp. à fr. 24, entr. pour 50 k.; sur livraison on demande, n° 24 1/4 sur septembre, et n° 24 1/2 sur octobre.

**Sucres bruts indigènes.** — On cote : Sucre à 85 degrés, disponible... fr. 00 00 » 00 00 — sur juillet... fr. 00 00 » 00 00 — 4 mois d'octobre, fr. 63 50 » 00 00

**Cérdales.** — Depuis la bourse de mardi, il s'est fait un grand nombre d'affaires en froment. On peut évaluer les affaires à 100,000 quintaux, à des prix très-faibles et quelque peu de consommation, à savoir : Californie 35 1/4; blanc d'Amérique 35 1/4; Chili 34 3/4; 35; danois 34 1/2; 35 1/2; Strauss 34 1/2; 35; 30 3/4; 31 1/2; 32 1/2; 33 1/2; 34 1/2; 35 1/2; 36 1/2; 37 1/2; 38 1/2; 39 1/2; 40 1/2; 41 1/2; 42 1/2; 43 1/2; 44 1/2; 45 1/2; 46 1/2; 47 1/2; 48 1/2; 49 1/2; 50 1/2; 51 1/2; 52 1/2; 53 1/2; 54 1/2; 55 1/2; 56 1/2; 57 1/2; 58 1/2; 59 1/2; 60 1/2; 61 1/2; 62 1/2; 63 1/2; 64 1/2; 65 1/2; 66 1/2; 67 1/2; 68 1/2; 69 1/2; 70 1/2; 71 1/2; 72 1/2; 73 1/2; 74 1/2; 75 1/2; 76 1/2; 77 1/2; 78 1/2; 79 1/2; 80 1/2; 81 1/2; 82 1/2; 83 1/2; 84 1/2; 85 1/2; 86 1/2; 87 1/2; 88 1/2; 89 1/2; 90 1/2; 91 1/2; 92 1/2; 93 1/2; 94 1/2; 95 1/2; 96 1/2; 97 1/2; 98 1/2; 99 1/2; 100 1/2.

**Leçons.** — Marché sans changement. Il y a un vendeur pour Wilcox, disp. à fr. 24, entr. pour 50 k.; sur livraison on demande, n° 24 1/4 sur septembre, et n° 24 1/2 sur octobre.

**Sucres bruts indigènes.** — On cote : Sucre à 85 degrés, disponible... fr. 00 00 » 00 00 — sur juillet... fr. 00 00 » 00 00 — 4 mois d'octobre, fr. 63 50 » 00 00

**Cérdales.** — Depuis la bourse de mardi, il s'est fait un grand nombre d'affaires en froment. On peut évaluer les affaires à 100,000 quintaux, à des prix très-faibles et quelque peu de consommation, à savoir : Californie 35 1/4; blanc d'Amérique 35 1/4; Chili 34 3/4; 35; danois 34 1/2; 35 1/2; Strauss 34 1/2; 35; 30 3/4; 31 1/2; 32 1/2; 33 1/2; 34 1/2; 35 1/2; 36 1/2; 37 1/2; 38 1/2; 39 1/2; 40 1/2; 41 1/2; 42 1/2; 43 1/2; 44 1/2; 45 1/2; 46 1/2; 47 1/2; 48 1/2; 49 1/2; 50 1/2; 51 1/2; 52 1/2; 53 1/2; 54 1/2; 55 1/2; 56 1/2; 57 1/2; 58 1/2; 59 1/2; 60 1/2; 61 1/2; 62 1/2; 63 1/2; 64 1/2; 65 1/2; 66 1/2; 67 1/